## D:\Users\isl\Documents\ACF_FORMATION_SIEGE\Prepa-Plan\Fr_Col_RGB_(2).pngPourquoi le Mécanisme de Financement Mondial (GFF) Doit prioriser la nutrition A madasgacar



Pourquoi le GFF fait de la nutrition sa priorité?

* Le GFF cherche à contribuer aux efforts [en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente **et de la nutrition** d’ici à 2030](https://www.globalfinancingfacility.org/fr) (SRMNEA).
* Le GFF a déclaré soutenir la nutrition [« en tant qu’élément décisif pour le développement sain des femmes et des enfants, ainsi que pour leur bien-être. Etant donné son fort potentiel d’impact, le GFF a fait de la nutrition une priorité d’investissement »](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_Nutrition_FR_Final_Web.pdf), notamment en raison du fait que :
  + La malnutrition est une case sous-jacente d’environ 45% des décès d’enfants, contribue à 20% des décès maternels, et nuit au développement physique et cognitif des enfants, ayant ainsi un impact sur le développement économique.
  + Les financements pour les programmes de nutrition demeurent inadéquats, alors même que, selon les estimations de la Banque Mondiale, un investissement annuel supplémentaire de 2,3 milliards d’US$ pour un ensemble limité d’interventions nutritionnelles prioritaires permettrait à la fois de sauver 2,3 millions de vies et de réduire, à raison de 50 millions, le nombre d’enfants accusant un retard de croissance et cela, dès 2025.
* **En général, les financements octroyés à la nutrition par le Fonds fiduciaire du GFF représentent un soutien financier considérable pour mettre en œuvre les programmes nutritionnels au niveau national.**

Pourquoi Madagascar doit prioriser la nutrition dans son dossier d’investissement ?

Le contexte à Madagascar. En dépit des progrès récents, la malnutrition reste élevée à Madagascar, avec 49% d’enfants de moins de 5 ans victimes de retard de croissance et 15% souffrant de malnutrition aigüe. Selon l’étude sur le coût de la faim à Madagascar, l’impact économique de la sous nutrition de l’enfant est dramatique, avec des coûts annuels estimés à 3 384 milliards de Ariary Malgache (MGA), ce qui correspond à 14,5% du produit intérieur brut. Il est estimé que la mise en œuvre d’interventions nutritionnelles spécifiques d’un montant de 398 millions de dollars sur 10 ans à Madagascar, permettrait de réduire les pertes économiques de 40%.

[Tous les dossiers d’investissement nationaux du GFF dans d’autres pays plaident aujourd’hui pour un financement accru à la nutrition](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_Nutrition_FR_Final_Web.pdf). Les discussions en cours autour du dossier d’investissement sont l’occasion pour Madagascar de rappeler son **engagement exemplaire en matière de lutte contre la malnutrition.**

Madagascar a déjà largement démontré la priorité accordée à la question de la nutrition, notamment avec l’adoption le 11 mai 2017 du Troisième Volet du Plan National d’Action pour la Nutrition (PNAN III), lequel, en s’alignant sur le Plan National de Développement (PND) 2015-2019, a défini les actions clés à mettre en œuvre par les différents secteurs sensibles et spécifiques pour améliorer la nutrition à Madagascar pour la période de 2017-2021. Deux des mesures d’urgence identifiés dans le PND concernent directement la nutrition et notamment la santé-nutrition. Toutefois, le PNAN III, quel que soit sa qualité, ne permettra pas d’améliorer la situation nutritionnelle du pays s’il n’est pas suivi de moyens financiers permettant de mettre en œuvre les activités définies.

* L’engagement concret de Madagascar à prioriser les interventions spécifiques nutritionnelles en matière de santé et de lancer un programme universel de santé pour les femmes et les enfants, en lien avec les différentes politiques existantes, démontrera aux bailleurs de fonds la volonté politique du gouvernement. Il permettra d’attirer des nouveaux financements des bailleurs de fonds pour la nutrition qui s’aligneront aux priorités définis dans le dossier d’investissement du GFF. **Cela permettra d’attirer les investisseurs pour couvrir une partie des dépenses liées au Plan National d’Action pour la Nutrition.**
* Compte tenu de l’impact de la malnutrition sur différents secteurs, les efforts en matière de nutrition **viendront également renforcer les efforts du gouvernement en matière d’éducation, de santé et de lutte contre la pauvreté ; secteurs prioritaires pour les partenaires techniques et financiers.**

La Société Civile : un allié pour prioriser la nutrition

* Pour atteindre ces objectifs en matière de SRMNEA et de nutrition, le GFF a rappelé la nécessité d’adopter une approche globale et holistique, en s’appuyant sur les points forts de tous les acteurs intéressés. La société Civile est un de ses acteurs.
* En approuvant la stratégie d’engagement de la société civile, le groupe des Investisseurs du GFF a notamment insisté [sur la nécessité de s’appuyer sur l’expertise et l’expérience des Organisations de la Société Civile tant aux niveaux local, régional, national et international.](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_CSO_FR.pdf) Au Nigeria, au Cameroun, en Ouganda et ailleurs : les exemples ne manquent prouvant le soutien nécessaire de la Société Civile à l’élaboration des Dossiers d’Investissement.
* Madagascar est déjà avancé sur la question puisqu’il adopte déjà par l’intermédiaire de son Office National pour la Nutrition (ONN) rattaché à la Primature, une approche **inclusive** en matière de nutrition (avec l’ensemble des acteurs), **multisectorielle** (avec l’ensemble des secteurs) et **cohérente** (le PND mentionne par exemple la lutte contre la malnutrition dans son axe stratégique 4 sur le capital humain et à travers ses programmes 4.1 concernant la santé et 4.8 sur la protection sociale).
* **La plateforme de la Société Civile pour la nutrition (HINA) créé en 2013 est très engagée en faveur de l’amélioration de l’état nutritionnel des populations à Madagascar.** Reconnue comme telle par le gouvernement, elle participe activement à la coordination entre acteurs sur la nutrition. De nombreux acteurs se sont bien formés en matière d’analyse budgétaire et de suivi des politiques publiques. La société civile a déjà mené plusieurs analyses en matière de nutrition qui viennent soutenir les efforts du gouvernement en matière de nutrition et pourront aider à la définition d’engagements spécifiques pour le Dossier d’Investissement.

La plateforme HINA est donc un allié **pour le gouvernement malgache en matière de lutte contre la malnutrition,** tout en représentant également une caution en matière de redevabilité, d’inclusion et de transparence. Il a un rôle à jouer dans la plateforme nationale Multipartite **responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la Stratégie de Financement de la Santé et du Dossier d’Investissement. Il peut** aider à la définition des interventions prioritaires en matière de nutrition tout en faisant le lien avec les besoins des communautés les plus touchées au niveau local**. L’assistance technique que fournira HINA permettra de s’assurer que le Dossier d‘Investissement soit alignée avec le Plan National d’Action pour la Nutrition et le Plan national de développement.**